

Prix
Libre



Le Petit ZPL

Torchon local dans un monde global

WESH WESH WESH

On l'a toujours pas compris : faut pas déranger la tranquillité quand on vit dans une smart city à la campagne. Qu'on se le dise : si c'est pour creuser une ligne de métro inutile, saccageuse de terres fertiles, là c'est pas grave. Faut bien que l'élite technoscientifique internationale puisse se déployer le fessier dans des wagons vides, quelque part entre Orly et Silicon Saclay. On va prier les habitant.es de patienter jusqu'à la fin des travaux et les agricultrices et les agriculteurs d'aller voir ailleurs si ça pousse aussi bien. C'est dans l'intérêt général du béton de la gentrification ! Par contre, y'a plus trop de place pour les bidonvilles truffés de gens pauvres, ces constructions-là ne sont pas les bienvenues. Les élus locaux et la police s'empressent de nettoyer le terrain, parce que la liberté de circulation, ça se mérite voyez-vous.

À Saclay, quand le maire fait couper l'eau aux habitants du camp de Villeras, déjà virés d'Orsay en août dernier, c'est pour des raisons écologiques. L'eau est un bien précieux, ça peut pas ruisseler sur n'importe qui.

À Palaiseau, quand le maire fait virer les habitant.es du bidonville des Marnières, c'est parce qu'il faudrait voir à pas trop abuser de la trêve hivernale. Ces gens-là n'avaient qu'à bien faire leurs devoirs sur tablette, comme a dit le département, pour accéder au lycée international et se payer un appartement durable.

Une smart city, ça n'peut pas accueillir toute la misère du monde, on est Territoria d'or, la preuve dans ce numéro. Askip on pourra bientôt être nommés pour le trophée 100% sans cassosces. C'est ça, le Grand Emparisiannement !

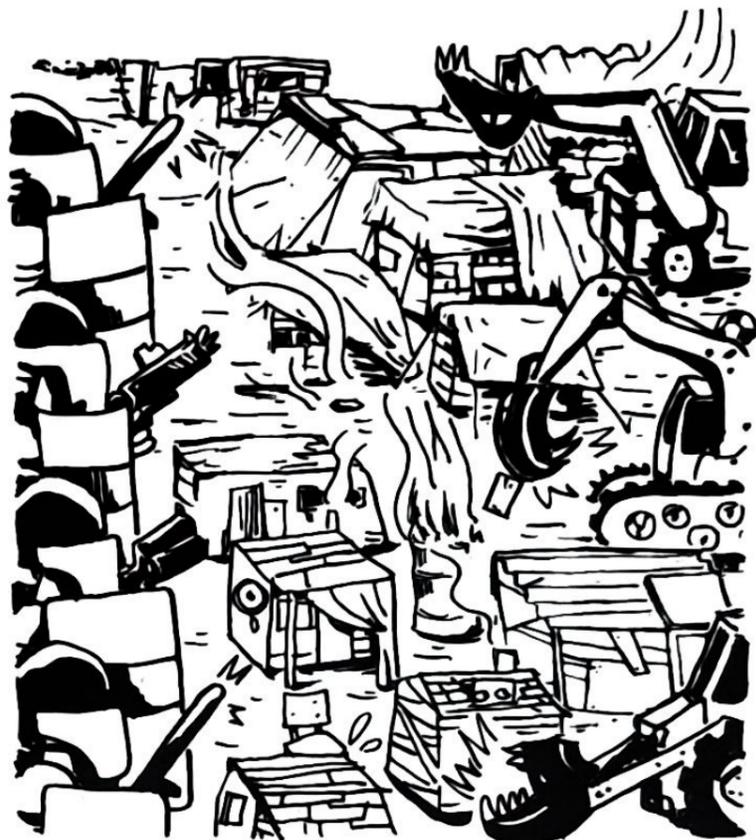
Notre numéro 13 porte principalement sur le racisme anti-rom et les politiques d'exclusion qui s'exercent tout près de chez nous, en espérant qu'il porte malheur aux politiciens romanophobes !

Toujours pas glamour, toujours radicale,

L'équipe du Petit ZPL

ZONE DE PUBLICATION LIBRE

Torchon palaisien dans une ville où on expulse « dans de bonnes conditions »



PAS DE PLATZ POUR LES BIDONVILLES DANS LA SMART-CITY

Le 10 août 2021, des ouvriers un peu gênés armés de pelleuses et accompagnés de la police nationale sont venus, tôt le matin, expulser le Platz du Moulon⁽¹⁾. C'était un habitat improvisé, aux abords de la N118, où s'étaient réfugiées, pendant presque un an, une vingtaine de familles, soit environ 80 personnes.

C'est une histoire qui se répète. Au Moulon, les familles Rroms se sont installées, en septembre 2020, sur un terrain situé dans le périmètre de la commune d'Orsay. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour se construire un habitat à peu près vivable, fait de cabanes en matériaux de récupération et de chauffage au poêle. Les conditions sont difficiles mais les enfants sont tout de même scolarisés dans diverses écoles alentour⁽²⁾.

Les choses se gâtent au mois de mai 2021. La zone occupée par le bidonville est prévue pour accueillir des équipements liés à la ligne 18⁽³⁾. Le 5 août, la police passe au bidonville, annonce l'expulsion pour les jours suivants sans solution de relogement. « L'immense majorité de ces expulsions se déroulent en dehors de toute supervision sociale, sans diagnostic préalable sérieux (diagnostic parfois même confié aux soins de la police), et ne s'accompagnent par conséquent d'aucune réelle solution d'hébergement même temporaire. Cela dans un contexte où le 115 refuse toute nouvelle demande d'hébergement d'urgence sur le territoire » témoigne Abdelnasser Pochet, salarié et éducateur de l'association Intermèdes Robinson⁽⁴⁾. Ce 10 août, les Rroms avaient déjà fui le lieu, qui a été rasé et vidé en moins de 3 heures.

— Solidarité, toujours ! —

Le camp ne pouvait pas passer inaperçu ; il était visible depuis le bus montant de la gare du Guichet vers les centres universitaires. Et le sort des Rroms suscite rapidement une certaine solidarité, ce dont témoigne l'engagement de plusieurs associations spécialisées, au Moulon et ailleurs. Entre Villebon et Palaiseau, on se souvient de l'usine Galland, un ancien site industriel en friche, ayant accueilli jusqu'à 200 personnes en 2014. Un havre de vie où des associations avaient apporté leur soutien à la population rrom : aide à la scolarisation des enfants, accès à la santé, aide technique à la construction.

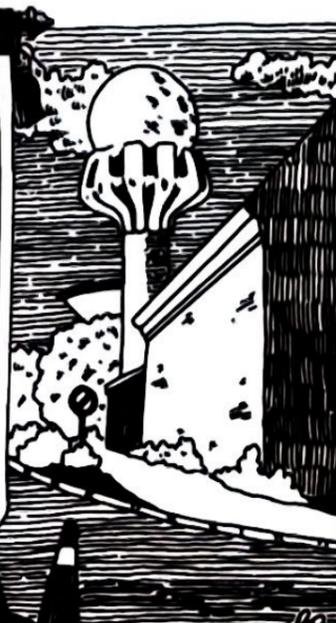
Au Moulon, dès mars 2021, une équipe de soutien se monte, composée d'étudiants et autres personnes du campus aux côtés de plusieurs associations. Système B accompagne les habitant.es des bidonvilles pour sécuriser le campement (rampes, escaliers ou clôtures), rendre étanche les baraques, trouver du matériel pour les constructions. Dom Asile à Orsay s'occupe de la domiciliation administrative et aide aux démarches. Des volontaires proposent soutien scolaire, ateliers ludiques et artistiques.

La suite de l'article à l'intérieur du canard.

Abonnement
à prix libre disponible
en ligne sur
<https://lepetitzpl.zpl.zone>

Contact :
lepetitzpl@zpl.zone

Boutique :
110 rue de Paris,
91120, PALAISEAU



CEPAL LA PEINE D'EN RAJOUTER

LA GAUCHE ET LES ÉCOLOGISTES RASSEMBLÉS

La nouvelle a sans doute amusé La Conviviale et Palaiseau Terre Solidaire. En effet, un an et demi après les élections municipales, la liste CEPAL, principale force d'opposition, a divisé ses 4 élu.e.s en 3 groupes. Pour celles et ceux qui prétendaient rassembler la gauche et les écologistes et donner des leçons d'union à PTS et La Conviviale, c'est ballot ! Pour rappel, Pasquio, tête de liste, avait démissionné dès le premier conseil municipal. C'est vrai qu'un nouveau tabouret d'opposition, c'est moins confortable qu'un fauteuil de maire. Aujourd'hui, Caro est désormais unique représentant des Citoyens engagés, Pinto et Maupas ont fondé le PEPS, pour une écologie participative et sociale. Marignac est devenu non-inscrit. De son côté, Lasteyrie a sorti sa calculatrice pour réduire encore les tribunes de l'opposition dans l'Palaiseau Mag'. Et hop, tout le monde passe de 1275 à 850 signes, dans l'avant-dernière page du magazine. La démocratie locale a de bien belles proportions.

(Pour info, 850 signes, c'est exactement la longueur de cette brève.)

MISE À L'AFFICHE

S'agit-il de l'œuvre anonyme d'un.e street-artiste de l'absurde ? D'une injonction paradoxale offerte par la Mairie de Bures-sur-Yvette ? D'un poisson d'avril collé de manière indélébile ? D'un pied de nez militant venant d'on ne sait qui ? À Bures, de mystérieuses affiches collées sauvagement rappellent l'interdiction de l'affichage sauvage. Avis aux investigatrices et aux enquêteurs du coin, le petit ZPL offre un an d'abonnement et un paquet de farine complète à celle ou celui qui trouvera le fin mot de cette affaire. Interviews des colleur.euse.s appréciées.



Des hérons à Paris-Saclay

par Steppenwolf

Ah que j'aime ces grands oiseaux qui volent près de chez moi. Mon voisin qui met des poissons dans le bassin de son jardin, les aime moins...

L'autre jour, il a parlé de mettre une grille et même d'acheter un fusil.

Eh oui, c'est ainsi. Tous ces amis des animaux, qui mangent des rôtis le dimanche et des steaks tous les autres jours, supportent la nature à condition qu'elle soit bien docile dans leur assiette et ne vienne pas trop empiéter sur leur lopin.

C'est qu'ils se sont endettés des années pour avoir un jardin avec un bassin.

Dites, faudrait pas déconner avec le rêve de toute une vie quand-même !

Alors les hérons, vous avez compris, allez pêcher ailleurs.

ASKIP

ASKIP y'a plus de platz pour les Rroms
ASKIP les Gadje ils coupent l'eau
ASKIP les Rroms ils se sont faits dégadjer
ASKIP les élus préfèrent pas trop s'engadjer
ASKIP le maire de Saclay il bloque le robinet
ASKIP le maire de Palaiseau il envoia des pelleteuses
ASKIP les bidonvilles, c'est bien pour bricoler

ASKIP Zopal c'est Territoria d'or
ASKIP ça rime avec conquistador
ASKIP les Assises du Maire c'était un îlot de verdure
ASKIP les citoyens étaient vachement bien assis
ASKIP Lasteyrie c'est pas un anti-parc
ASKIP on aura tous un îlot à dix minutes à pied
ASKIP bientôt ce sera Palaiseau-le-Buisson
ASKIP la carte de vœux, on dirait l'Amazonie

ASKIP le Maire a annulé les vœux
ASKIP la bonne année, ça peut être contagieux
ASKIP y'avait pas assez de tartiflette
ASKIP en distancier, ça se digère beaucoup mieux
ASKIP il se méfie du variant O'ignon
ASKIP à Palaiseau on a passé le cap des cent mille injections
ASKIP Lasteyrie c'est le Magicien Dose

ASKIP Lasteyrie soutient Péresse
ASKIP Lasteyrie soutient Macron

ASKIP Amélie de Montchalin, elle date
ASKIP avant elle nous adorait
ASKIP avant elle labourait les champs avec Pépé
ASKIP ce sont toujours les meilleures qui s'en vont
ASKIP Amélie elle emmarche loin

Céline & Caroligne 18

par Ludivigne Dizehuit

À la Société du Grand Paris (SGP), on n'aime pas tous ses enfants pareil. Normal, tout dépend des circonstances de leur naissance, de l'histoire qui entoure leur venue au monde. En témoignent les baptêmes de Céline et Caroline, les deux petites dernières de la grande fratrie des 22 tunneliers franciliens (1). Céline, tout comme sa jumelle, est un bien beau bébé d'une centaine de tonnes. Née aux forceps avec l'extraction de 23 000 tonnes de terre, elle doit creuser les 6 kms de tunnel de la ligne 18 entre le plateau de Saclay et Massy.

Caroline, on s'en souvient, fut fêtée en grande pompe un samedi 16 octobre. Une célébration grandiose, digne d'un 14 juillet avec feux d'artifice, animations, concerts, gigot-bitume ! Même si ça n'avait pas empêché des activistes de déployer des banderoles et de rafler le micro (du DJ de Radio Nova) pour dénoncer la catastrophe que représente la construction du tronçon Ouest de la ligne 18 (2). Et Céline alors ? Céline n'eut droit qu'à une cérémonie en catimini, presque en cachette, en pleine semaine. Son baptême – non ouvert au public – s'est déroulé « sous étroite surveillance policière » (3), le 14 septembre dernier. Ce qu'on lui reproche côté SGP, c'est le désamour et la grogne que la ligne 18 suscite alentour. Ainsi, le site de naissance de Céline avait été bloqué à deux reprises par des militant.es du coin soutenu.es par des activistes d'Extinction Rebellion. En outre, ce baptême a

eu lieu au moment où les résultats d'une enquête publique (4) étaient attendus, et les avis déposés très largement opposés au tronçon Massy-Versailles de la ligne 18 du Grand Paris Express. Mais que valent les avis argumentés et étayés de plusieurs centaines de personnes quand Olivier Klein, président du conseil de surveillance de la SGP déclare, visiblement à court d'arguments, « y croire follement » (5) ? Follement ? C'est bien là le problème : la déraison, l'excès, la folie que constitue cette ligne de métro en plein champs.

(1) Tradition empruntée aux mineurs et constructeurs de tunnels et perpétrée par la Société du Grand Paris qui baptise ses tunneliers (engins qui creusent les tunnels)

(2) Voir Le Petit ZPL #11, « Un train nommé désastre »

(3) Le Parisien, 15 septembre 2021.

(4) Portant sur la mise au sol de la partie entre le CEA et Versailles.

(5) Idem (2)

Le gros mot du numéro

En langue rromani, le terme désigne celles et ceux qui ne sont pas rroms, ou pas gitans. En gros, ça veut dire les autres. Malheureusement, les Rroms, ou les Gitans ont de nombreux stéréotypes sur les Gadje. Par exemple :

- Non mais qui voilà ? Inspecteur Gadje !

- Ils veulent encore nous dégadjer !

Mais ça, c'est un autre sudje



LE GREENWASHING ENFIN RÉCOMPENSÉ !

Faut avoir avalé ses croissants avant de tomber dessus : Michel Bournat s'affiche avec son trophée du grand prix de la presse municipale pour son ouvrage des « 20 ans d'écologie au quotidien » à Gif-sur-Yvette. Ouf, il ne s'agit pas d'un prix d'écologie mais de « communication innovante ».

Et là, il faut bien l'avouer : Michel Bournat qui réussit à se faire passer pour un fervent écologiste, ça confine au génie de la comm'. Et tant pis pour tous ceux qui sont parfaitement informés des destructions environnementales estampillées « Paris-Saclay » qu'il a cautionnées. Une question est sur toutes les lèvres : va-t-il également rafler le grand prix Paris-Saclay du greenwashing ?

Rien n'est moins sûr car la concurrence est rude avec le maire de Palaiseau, son successeur à la présidence de la communauté d'agglo. En effet,



Michel Bournat, maire de Gif, reçoit les félicitations

Grégoire de Lasteyrie n'entend pas se laisser faire, lui qui vient de remporter le prix « Territoria d'or » pour ses Assises de la transition écologique. Le suspense est insoutenable tellement les deux élus sont interchangeables, tant en terme de promotion du béton que de greenwashing.

* Notamment dans le Gifinfo, décembre 2021



WOUNOURS

Contributions : Armane, ANT, Sabrina Belbachir, Carine, Briac Chauvel, Clément Chauvel, Cécile, Laury CD., Ludivigne Dizehuit, Mathilde Ermakoff, Gabriel Gadre, Pascale Gourmelon, Laetitia Grison, Raphaël Godechot, Marc Jachym, Charlotte Josenhans, Benjamin Ordoñez, Mike Strach, Odélie Sarrazin, S.C, Steppenwolf

Directeur de la publication : Raphaël Godechot
Éditeur : Cuculla Pralinae

Le Petit ZPL

Numéro Printemps 2022
Date de parution : 15 mars 2022
Contact : lepetitzpl@zpl.zone
Web : <https://lepetitzpl.zpl.zone>

Impression : FÉVRE, 72 avenue du Président Wilson - 93100 Montreuil

ISSN : 2495 5604
Tiré à 2500 ex. Prix libre

PAS DE PLATZ POUR LES BIDONVILLES DANS LA SMART CITY

Jennifer, éducatrice et bénévole sur le camp, raconte :
« nous aidons au soutien scolaire en faisant un peu de maths, de français avec les enfants, puis du dessin, du coloriage. On a pour objectifs d'aider à l'apprentissage du français pour faciliter la scolarité, de créer des liens avec les enfants et leurs familles, de repérer des besoins et d'y répondre ».

Après l'expulsion, des bénévoles, des enfants et leurs familles ont construit une baraque pour accueillir ces activités scolaires et ludiques. Le Secours Populaire d'Orsay a fait une distribution alimentaire, celui de Palaiseau et l'association Emmaüs des Ulis ont donné des vêtements. De nombreuses personnes sont venues exprimer leur solidarité en donnant de leur temps et en apportant une aide matérielle.

Langue de bois, toujours

Comme toujours dans cette situation, il s'agit pour les membres du Collectif de garantir qu'au minimum, les enfants du bidonville puissent terminer l'année scolaire dans leurs établissements. Les relations avec les institutions sont compliquées, les différents acteurs (la mairie d'Orsay, l'EPAPS aménageur de la zone sud du plateau de Saclay et la préfecture) pratiquent la langue de bois. Clément, bénévole du Collectif de soutien, a suivi les négociations : « La mairie d'Orsay s'est toujours déclarée favorable à une solution humaine pour la gestion du bidonville rom du Moulon mais, en même temps, elle n'a jamais rien promis. C'est une manière très habile de gérer la situation. »

Ainsi, si le ramassage des ordures par le SIOM a été rapidement effectif - faudrait pas souiller le beau cluster quand même - l'accès à l'eau potable a été dénié aux résident·e·s « malgré l'implication de l'association Solidarité internationale, spécialisée dans l'accès à l'eau, et qui s'était portée volontaire pour mener à bien le projet techniquement » ajoute-t-il. Le 25 juillet, « la mairie d'Orsay indique un terrain possible, mais dans une zone sous tutelle de l'EPAPS qui a botté en touche : « un terrain ? Ah, bon, on sait pas » poursuit Clément. Et puis la pression se fait de plus en plus sentir, mairie d'Orsay et EPAPS se renvoyant la balle avec des discours compassionnels dont l'hypocrisie n'a pas longtemps résisté à la réalité des faits. Malgré l'assistance juridique apportée par les associations, arrive le moment où les recours sont épuisés et où les Roms se trouvent en situation d'expulsion imminente. En 2021, selon Abdelnasser Pochet (3)

« entre début juin et fin août, ce sont approximativement 105 familles (soit près de 400 personnes) qui ont ainsi été expulsées de leurs lieux de vie, à Chilly-Mazarin et les communes alentour, dans le silence religieux des médias, des élus, et des acteurs sociaux. Ces chiffres sont bien entendu à prendre comme un minimum, de nombreuses situations passant régulièrement en dessous de nos radars. ». Dans le nord de l'Essonne, depuis plusieurs décennies, des bidonvilles roms se forment et, toujours, ils finissent par être détruits et les habitants expulsés (5).

On connaît déjà la su

Pourtant, au printemps 2021, une fois accordé, le Collectif s'active pour négocier stable. Pour le Collectif, « des terrains vides qui manquent sur le plateau du Moulon, ça aux petites de s'habituer à l'école. Aux grands job et de faire des demandes de logement pas toutes, mais beaucoup s'en sortent, qu'on appelle la résorption par le haut ». Une résorption « par le haut » du bidonville petit à petit de ses occupants dans une ville Jennifer, bénévole, nous raconte : « C'était des habitants de trouver un terrain plus pé

Cookies gratuits au collège, Microsoft® régale

Tout le monde le sait, les jeunes essonnien·nes ne passent pas assez de temps collés à leurs écrans et le Conseil départemental est plein de fric. Ainsi, chaque année, ce dernier achète et distribue des ordinateurs aux élèves de 6e. Les profs n'en demandent pas forcément ? Peu importe, la société Microsoft, elle, est très volontaire. D'emblée, une adresse (nom+établissement@microsoft.com) est créée pour toutes. L'entreprise possède donc la liste détaillée des élèves et profs des collèges. Et puisque les profs sont a priori incompétent·es, le Conseil départemental a choisi un prestataire externe, la société PSI, pour intervenir au besoin à distance sur les ordis via Internet et le logiciel TeamViewer déjà tout installé. C'est beau, les partenariats privé-public.

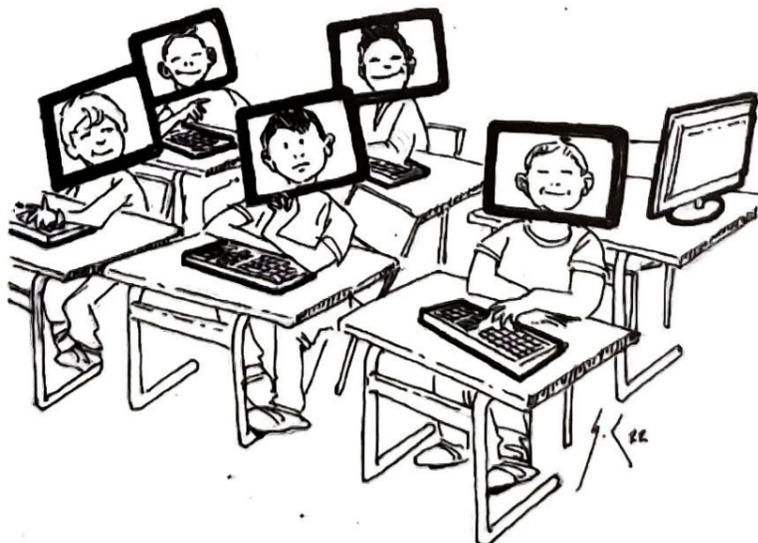
Et si vous voulez installer un logiciel éducatif de votre choix, comme Stellarium pour les cours d'astronomie ? Que nenni, malheureux·se professeur·e ! Vous ne pensez pas qu'un agent public peut influencer sur le contenu logiciel de l'appareil ? Naaan, c'est du privé on vous dit. Faut pas laisser le contrôle aux profs. Et si c'étaient des gauchistes tenté·es d'installer des logiciels libres ?

Le Conseil départemental, ou son prestataire, ont préféré orner le fond d'écran des logos Twitter®, Facebook®, Instagram®, LinkedIn®. Personne ne leur a dit que les réseaux sociaux ne sont pas ouverts avant 13 ans quand, en 6e, les jeunes ont entre 10 et 12 ans ?

C'est typique de l'hypocrisie moderne : d'une part participer à un gros gaspillage et d'autre part prétendre sensibiliser les jeunes à l'écologie. D'après une enseignante en collège :
« on parle sans cesse aux élèves d'économiser l'énergie et on met des écrans partout », sans s'intéresser à l'énorme consommation énergétique de ces objets connectés ou à l'exploitation d'enfants dans les mines, pour que nos enfants, à nous, aient un écran supplémentaire.

En tout cas, ouf ! Vos enfants échappent au contrôle de leurs profs, sans doute pas assez gagnés par l'esprit start-up. Quant à l'intérêt pédagogique de cette généralisation de l'ordinateur à l'école, elle a été très souvent mise en doute (1) et il a été démontré que la mémorisation passe aussi par l'écriture manuscrite. Si l'enfant utilise un ordi à l'école, où va-t-il écrire au stylo ? Mais qu'importe, le « en avant toute » technolâtre de l'époque balaise ce genre de réticences.

Bon, ne soyez qu'à moitié rassurés. Nos enfants sont certes protégés des méchant·es gauchistes et des logiciels choisis par leurs profs, mais le logiciel Olféo de protection du web n'empêche pas l'accès aux images pornos qui y pullulent. On tape « fille nue » dans la barre de recherche Google et on



Tablettes républicaines, des collégiens au look branché

accède aux contenus sans aucun blocage. Sur les PC bien installés, bien protégés, distribués à vos enfants par le Conseil départemental ! Naïvement, vous vous disiez sans doute qu'avec des gens sérieux comme ça, vous pourriez au moins être tranquilles de ce côté-là... mais même pas !

*Cet article contient des informations relatives à la configuration des ordinateurs, tels qu'ils ont été fournis aux collèges par le département de l'Essonne à la rentrée de septembre 2021. Il se peut que des éléments particuliers aient été changés depuis dans la configuration des ordinateurs.

(1) très bonne synthèse ici : <https://reporterre.net/Le-numérique-a-l-ecole-inutile-en-pedagogie-mais-bon-pour-Microsoft>

TOUS LES CHEMINS MONTENT À LA ROM LES R

Depuis plus de 20 ans, les Nations unies comme étant l'atteinte la plus grave. En effet, le bilan est édifiant : par les populations désignées comme telles (gens), ont des revenus, un accès au logement nettement inférieurs aux moyennes nationales, et des violences sociales et institutionnelles.

Les manières de désigner le racisme qui les opprime sont variables : romanophobie, romophobie, anti-tsiganisme, tsignanophobie... Depuis des siècles ces groupes subissent violences et discriminations systémiques sur tout le continent. Hier opprimés par les monarchies européennes, contraints par des fichages généralisés ou ciblés privilégiés des génocidaires nazis, ils continuent aujourd'hui d'être l'objet régulier de campagnes de presse racistes. Les Roms figurent ainsi parmi les groupes humains les plus persécutés en Europe, aux dires des institutions et des associations mobilisées en faveur des droits humains. L'Union européenne reconnaît en effet « un anti-tsignanisme persistant et structurel qui se manifeste à tous les niveaux de la société européenne » (1).

DES INSTITUTIONS AMBIVALENTES

En matière de respect des droits humains pour les Roms, c'est toujours un peu le même refrain paradoxal. On connaît la chanson politique « humanité et fermeté », véritable tube européen qui consiste à fredonner l'humanisme tout en excluant les peuples vus comme indésirables. Côté « humanité », les institutions et les associations de défense des droits humains produisent diagnostics, rapports et recommandations pour l'inclusion des Roms.

rester 2 à 3 ans, le temps de prendre des cours de français, trouver du travail et faire les demandes de logement. Nous avons porté cette demande dans des réunions avec les institutions ». Car les expulsions à répétition ont des effets délétères sur celles et ceux qui les subissent. Maria, une doyenne, témoigne qu'en empilant tous les habitats détruits, il y aurait de quoi construire un immeuble. « Nous connaissons depuis longtemps les conséquences de ces expulsions sur les enfants, sur les familles, sur les personnes, l'insécurité qu'elles génèrent chez les plus jeunes, et la dépression qu'elles provoquent et entretiennent chez les plus grands » explique A. Pochet, d'Intermédies Robinson.

Juste avant l'expulsion du 10 août, les Roms avaient trouvé, pour se réinstaller en repartant de zéro, un énième terrain privé mais inutilisé. Il semble hélas que ce terrain représente pour sa propriétaire des espoirs de plus-value foncière. De nombreuses personnes continuent, depuis tous ces mois, à apporter aide matérielle et soutien moral, tentant de pallier le désarroi.

Jennifer témoigne : « Notre présence continue, ainsi que celle des étudiants, a permis aux enfants de garder un repère dans ce grand bouleversement. Nous étions à Orsay le samedi avant l'expulsion, et nous étions à Saclay le samedi d'après. Il était important de maintenir notre présence et la régularité de l'atelier »

La propriétaire, quant à elle, s'est activée sans y réussir, pour vite obtenir l'expulsion du nouveau camp. En effet, la trêve hivernale pourrait permettre aux Roms d'espérer tenir jusqu'à la fin de l'hiver. Le 8 décembre 2021, la décision en appel confirme que la trêve hivernale sera respectée. Pourtant, quelques jours plus tard, les deux points de ravitaillement en eau (bornes incendie) sont coupés à la demande de la mairie de Saclay. Encore une fois, aucune alternative n'est proposée. Bah, nous direz-vous, de toute façon, la décision de justice 10 septembre 2021 du Tribunal d'Evry décidant l'expulsion a quand même été prononcée et donc on en reviendra tôt ou tard au début de notre histoire, qui toujours se répète.

suite

Les sursis finalement scier une situation plus vagues, ce n'est pas ce qui aurait laissé le temps de grands et de trouver un logement social. En trois ans, du bidonville. C'est ce nous raconte Clément. ville, c'est l'intégration vie sociale « normale ». ait surtout une demande éternelle, où ils puissent

par Sabrina BELBACHIR et Marc JACHYM

- (1) Platz est le terme utilisé par les Roms pour désigner le camp
- (2) Comme l'indique la loi selon laquelle l'instruction est obligatoire pour tout enfant présent sur le sol français
- (3) Au sujet de la ligne 18, voir Le Petit ZPL #11 et notre vidéo
- (4) Postés le 11 août 2021 sur un réseau social bien connu
- (5) Voir sur la politique publique sur les Roms en Essonne, Roms et riverains, Fassin, Fouteau Guichard et Windels, éditions La Fabrique

LES ROMS MALMÈMENT

ROMANOPHOBIE EUROPÉENNE

ROMS

Les Roms dénoncent le racisme anti-Roms face aux droits humains en Europe. En particulier en Europe, les Roms, ou les Gitans, ont le plus haut « Mais qui sont ces gens ? » logement, à la santé et à l'éducation nationale et sont surexposés aux expulsions.

Des politiques publiques leur sont spécifiquement dédiées. En octobre 2020, la Commission européenne a redéfini une énième fois le cadre stratégique pour l'inclusion des Roms. Elle insiste sur trois piliers fondamentaux : égalité effective, inclusion et participation des personnes concernées aux politiques d'intégration socio-économique et prise en compte de leurs spécificités.

XENOPHOBIE ET RACISME À TOUS LES ETAGES

Comment persiste ce racisme-là ?

Le rapport remis en 2017 au Parlement européen est explicite. Côté « fermeté », le racisme et la violence institutionnelle « discernable dans le travail et le fonctionnement des pouvoirs publics et des institutions » perdure. Les préjugés romanophobes prospèrent dans de nombreux discours politiques et médiatiques. Ainsi, « l'anti-tsiganisme est en hausse et des partis politiques gagnent en popularité en exprimant ouvertement leur hostilité à l'égard des Roms ». Plus concrètement, ce racisme « se traduit généralement par une inégalité d'accès ou une absence d'accès aux services publics, par le déni de l'égalité de droits et de traitement pour les Roms, par l'omission des Roms dans l'élaboration des politiques et dans les processus de production de la connaissance, par leur sous-représentation dans les

instances officielles à tous les niveaux de la société, ainsi que par la création de programmes discriminatoires et le détournement des possibilités de financement destinées à améliorer la vie des Roms ».

Vu d'en bas, il repose sur une vieille xénophobie traditionnelle ancrée en Europe. Les préjugés tsiganophobes sont ressassés depuis des lustres, comme en témoignent les rumeurs d'enfants volés, qui circulent depuis le Moyen-Âge jusqu'aux fake-news contemporaines. Ces rumeurs engendrent des passages à l'acte violents de gadjé* sûrs de leur bon droit : bidonvilles incendiés, tabassages, intimidations et menaces.

Vu d'en haut, il s'exerce par de l'indifférence ou des violences institutionnelles, et revêt des formes plus « subtiles », plus « acceptables » du racisme culturel. Ce n'est plus la « race » de l'autre qui est infériorisée, c'est sa « culture ». Une large majorité de responsables politiques, institutionnels et médiatiques essentialisent les problèmes sociaux rencontrés par cette minorité en les attribuant à une prétendue « culture rom ». L'essentialisation et l'infériorisation sont au cœur de la pensée raciste : il s'agit de faire passer pour « naturelles » des caractéristiques sociales et de les constituer en « tares » du groupe racisé. Dans « Roms et riverains, une politique municipale de la race » Eric Fassin en décrit les mécanismes.

Les difficultés d'intégration sont, par exemple, justifiées par le nomadisme attribué aux Roms. Ils seraient par « nature », par « essence », des nomades et donc par « nature » inintégrables à une société sédentaire. En réalité, les populations Roms se sont en grande partie sédentarisées au fil des siècles et sont aujourd'hui à 80% sédentaires. C'est notamment le cas de la majorité des Roms récemment installés en France, dont les pérégrinations de squats en bidonvilles résultent davantage des expulsions systématiques que d'un mode de vie choisi. Il en va de même pour les reproches récurrents liés aux questions d'hygiène et d'insalubrité : ces situations sont créées de fait par

Mais qui sont ces gens ?



Généralement désignées comme « Roms » en Europe de l'Est, comme « Gitans » ou « Tsiganes » en Europe de l'Ouest, ces communautés ont toujours été étiquetées par de multiples appellations stigmatisantes ou folkloriques. On les dit Manouches, Bohémiens, Romanichels, Gens du Voyage ou Voyageurs en France, Sintis en Allemagne, Calés ou Gitanos en Espagne, Gipsies en Angleterre, Yéniches en Suisse...

L'embrouille est classique en sociologie des relations inter-ethniques : ces diverses dénominations rendent compte des conflits entre la manière dont un peuple se désigne lui-même (l'endonyme) et celle dont il est désigné par les autres (l'exonyme). Comme d'hab', il s'agit d'essayer de répondre à l'éternelle question : qui a le pouvoir de (se) nommer ? Ces multiples appellations sont caractéristiques de l'histoire de ces communautés ; des siècles de diaspora et d'acculturation dans toute l'Europe ont conduit à une grande diversité sociale, religieuse, culturelle et linguistique.

Si certains s'auto-désignent effectivement comme « Roms » - « hommes » en langue romani - les manières de s'identifier sont très variées. Bien que les populations revendiquées ou assignées Roms forment une multiplicité de groupes distincts qui ne revendiquent pas tous d'identité commune, des collectifs et associations défendent les droits et la mémoire des Roms en tant que peuple dans toute l'Europe (Union romani internationale (URI), Romeurope. La voix des Roms...). C'est dans le sens englobant adopté par l'URI que les institutions européennes parlent des « Roms », et les reconnaissent comme « la plus grande minorité transnationale d'Europe ».

(1) <https://www.touteurope.eu/societe/mes-roms-en-europe/>



Environ

45%

des Roms vivent dans un ménage qui ne dispose pas d'au moins un des éléments de confort de base suivants : cuisine intérieure, toilettes intérieures, douche intérieure ou bain, et électricité.



En moyenne

90%

des Roms interrogés vivent dans un ménage ayant un revenu équivalent en dessous du seuil national de pauvreté



Environ

40%

des Roms en moyenne vivent dans un ménage dont l'un des membres, au moins une fois au cours du dernier mois, s'est couché en ayant faim, par manque de moyens pour l'achat de nourriture

les institutions elles-mêmes qui refusent bien souvent l'accès à l'eau et au service de ramassage des ordures. La scolarisation en est un autre aspect. Les familles Roms se voient régulièrement reprocher l'absentéisme des enfants ou leur marginalité, alors que dans les faits l'inscription dans les écoles du secteur est évitée, rendue impossible voire refusée. Faut-il ajouter à cela que les aléas de la vie en bidonville rendent parfois la scolarisation très compliquée ?

Ce racisme banalisé sur les terrains politique et médiatique prépare les esprits à accepter les expulsions. La mécanique peut alors se mettre en place : on tait et on minimise la pauvreté et les discriminations tandis qu'on focalise sur les actes délinquants commis par certains, façon « classes dangereuses ». On se range derrière le « ras-le-bol » soigneusement surmédiatisé des « voisins exaspérés » et des « riverains en colère » tandis que les citoyens solidaires qui se mobilisent pour venir en aide à ces personnes vulnérables sont ridiculisés, « bisounoursisés » et taxés d'« angélisme », de « laxisme », de « boboisme » ou de « bien-pensance ». Grand classique du racisme, c'est ce qu'on appelle l'inversion victimaire en sciences sociales : les élus qui discriminent et les riverains inhospitaliers passent pour de bons et loyaux républicains tandis que les groupes persécutés et leurs voisins solidaires sont tenus pour responsables des désordres sociaux produits par la pauvreté.

par LaéLaé Grigri et Bribri Chau Chau

(1) https://www.europarl.europa.eu/doi/doi/doi/document/TA-8-2017-0294_FR.html

(2) https://www.europarl.europa.eu/doi/doi/doi/document/TA-8-2017-0413_FR.html

(*) Voir le gros mot du numéro

